

M. Bird: Non, c'est vrai. Les jeunes et les personnes âgées du Canada atlantique n'ont pas honte de travailler chez McDonald ou ailleurs. Ils acceptent les emplois qui se présentent. Le député peut ne pas personnellement aimer travailler dans de tels endroits, mais qu'il me soit permis de lui dire que mes électeurs font la file pour obtenir des emplois de ce genre-là.

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, après avoir écouté une partie du débat et en avoir suivi une partie à la télévision, je suis sûr que les chômeurs de ma circonscription voudraient bien que certaines des choses que les députés d'en face disent correspondent vraiment à la réalité.

Le gouvernement montre une fois de plus son préjugé favorable à l'entreprise, sa volonté de tout privatiser et d'abdiquer une partie de sa responsabilité en matière de programmes économiques et sociaux. Je puis citer ma province, la Saskatchewan, à titre d'exemple, ainsi que la majeure partie du Royaume-Uni et d'importantes régions des États-Unis. Dans ma province, qui a suivi un modèle semblable à celui adopté par le gouvernement fédéral, mais qui a commencé un peu plus tôt, le chômage est maintenant extrêmement élevé. Saskatoon arrive au troisième rang au Canada pour ce qui est du taux de chômage élevé. Nous avons un impôt sur le revenu et des taxes de vente plus élevés qu'avant, un déficit, alors que nous n'en avons pas avant. Les services sociaux sont de moins bonne qualité et plus chers. Les longues listes d'attente des hôpitaux, sont plus longues qu'elles ne l'ont jamais été, et il n'y a jamais eu autant de personnes qui désertent la province.

Nous livrerons bientôt d'importantes batailles sur le plan de la privatisation de nos importants services publics. En fin de compte, le gouvernement conservateur perdra les prochaines élections aux mains du Nouveau Parti démocratique en Saskatchewan, qui préconise une stratégie de plein emploi tenant compte du facteur humain, qui se soucie des régions du Canada, et qui dit ce qu'il pense et fait ce qu'il dit.

Le programme que suit le gouvernement fédéral, et qui est manifeste dans les changements qu'il propose d'apporter à l'assurance-chômage, repose sur une idée que nous n'avons vue que trop clairement aux États-Unis, immédiatement au sud de la province où je vis. L'idée est la suivante: il ne s'agit pas d'apporter les emplois aux gens, on transporte les gens vers les emplois. Cela fait que nous allons avoir des provinces qui vont ressembler au Dakota du Nord, qui n'est plus qu'un

désert puisqu'il compte d'énormes superficies laissées vides parce que les habitants ont été attirés par d'autres endroits du pays: aucun effort n'a été fait pour assurer l'avenir des collectivités où ils avaient grandi, aucun effort n'a été fait pour qu'ils puissent gagner leur vie chez eux.

Le gouvernement a toujours eu pour slogan politique et économique de ne jamais assumer la responsabilité d'un problème qu'avec un peu d'imagination on peut attribuer à autrui. C'est ce qui crève les yeux dans ce chambardement des crédits et de l'administration du Programme d'assurance-chômage que prévoit le projet de loi C-21.

Dans le cours de mon intervention, je vais aborder divers sujets qui font voir clairement que le gouvernement se préoccupe moins du bien-être des chômeurs que de ce qu'il considère comme la nécessité d'harmoniser la société canadienne et les programmes sociaux canadiens avec ceux d'outre-frontière. Le projet de loi constitue un coup d'envoi dans ce processus d'harmonisation.

Je tiens à assurer les Canadiens d'un bout à l'autre du pays que les néo-démocrates sont prêts à mener le combat jusqu'au bout. Le pays commence à voir ce que le gouvernement a dans l'âme, puisqu'il a choisi de faire des chômeurs ses premières victimes. On aurait cru que le premier ministre (M. Mulroney), qui aime bien se présenter comme l'ami du peuple, aurait choisi un groupe mieux en état de se défendre, par exemple les sociétés florissantes qui ne paient rien en impôt sur le revenu, plutôt que les chômeurs.

En tout cas, s'il y en avait qui y croyaient encore, le projet de loi sonne le glas du mythe voulant que les conservateurs soient progressistes.

Je vais traiter tout d'abord des détails de l'assurance-chômage, en commençant par rappeler à la Chambre le but de l'assurance-chômage, le contrat social par lequel les travailleurs canadiens croyaient s'être entendus avec le gouvernement sur l'emploi des primes qu'ils versent. Essentiellement, l'assurance-chômage est un programme de sécurité du revenu. Il a été conçu pour donner aux travailleurs canadiens, quand ils sont momentanément privés d'emploi, la tranquillité d'esprit de savoir que pendant ces moments de difficultés personnelles, ils pourront continuer de payer leurs factures et de nourrir leurs enfants. Il assure aux Canadiens la dignité de savoir que l'argent qu'ils reçoivent vient en grande partie de leurs propres cotisations. Il ne s'agit pas de cadeaux: l'argent vient en grande partie de leurs cotisations et des contri-